

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 134 (1989)
Heft: 4

Artikel: L'économie de la liberté
Autor: Arnaud de Foïard, Paul
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344913>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'économie de la liberté

par le général Paul Arnaud de Foïard

Comme un coup de tonnerre dans un ciel sans nuage la nouvelle a éclaté, incroyable: nos voisins suisses estimaient inutile une défense militaire. L'armée serait à ranger parmi les accessoires du passé, à mettre au grenier des vieilleries et des poupées désarticulées, à jeter aux orties ainsi qu'une ferraille rouillée. S'agirait-il d'une spectaculaire démarche novatrice dans la voie d'un progressisme auréolé de l'adhésion de tous les pacifistes du monde, ou cette Nation qui compte parmi les plus riches de la planète voudrait-elle accroître son opulence en sacrifiant un moyen qui, hélas, entraîne souvent les plus pauvres à s'appauvrir davantage?

A moins qu'un tel projet ne relève de la révélation d'une soudaine mutation de la nature humaine. L'homme loup serait devenu agneau, et la guerre ne serait plus, ainsi que l'observait le bon Montaigne, «le caractère spécifique de l'espèce humaine». Mais le spectacle des mœurs de notre temps, le goût et le culte de la violence entretenus par les besoins commerciaux des médias, la volonté de puissance qui régent la vie internationale, l'amoncellement des arsenaux, l'abondance de conflits plus ou moins mineurs, attestent que rien n'a changé. Le prurit de la guerre n'a pas cessé de démanger notre humanité, et l'épée continue d'être un des axes du monde.

Certes, nous avons inventé l'arme atomique, ce fantastique verrou anti-guerre, plus persuasif que toutes les morales, plus efficace que tous les bons sentiments. Seuls les pacifistes aveuglés par une manipulation idéologique qui leur échappe persistent à ne pas la reconnaître pour ce qu'elle est: l'unique contrainte à la Paix à laquelle l'Humanité ne se soit jamais soumise.

Mais l'interdit nucléaire ne revêt pas une efficacité absolue. Des risques de conflits limités demeurent, au large des sanctuaires protégés par l'atome. Sans doute, ces derniers ne concerneraient-ils pas la Confédération helvétique, fidèle au neutralisme, humus de son opulence. Toutefois, poussée par la nécessité de prendre des risques extérieurs importants afin de compenser les effets d'une grave crise intérieure, l'Union soviétique pourrait être amenée à se lancer dans des aventures militaires à la frange des sanctuaires protégés par la dissuasion nucléaire. Les Pays Nordiques, la charnière méridionale de l'OTAN, le Moyen-Orient, sont à ce titre des zones sensibles. Le cœur même de l'Europe pourrait ne pas être à l'abri d'un rapide coup de force limité. Une capacité suffisante d'opposition par la force pourrait alors être une condition nécessaire à la préservation de la neutralité helvétique, ainsi que ce fut le cas naguère. Certes, cette hypothèse

extrême ne saurait déterminer une politique militaire, mais une bonne défense ne se doit-elle pas d'envisager aussi l'improbable?

Cependant, la situation internationale est lourde de risques autrement plus plausibles qu'une brutale agression militaire en Europe. Nous assistons en effet à une mutation dans l'équilibre des relations entre les grandes nations qui dominent la vie internationale. Les Etats-Unis, préoccupés de rétablir un meilleur équilibre de leur balance commerciale, conscients du gaspillage que représente l'excès des arsenaux nucléaires, lassés de faire au profit de l'Europe un effort de défense supérieur à celui des Européens eux-mêmes, soucieux de prendre en compte les pressions écologiques qui se manifestent chez eux et qui ont déjà inspiré le projet I.D.S., à la recherche enfin d'une meilleure efficacité de leur stratégie économique, semblent déterminés à donner suite à l'ouverture faite par l'Union soviétique, à estomper le caractère conflictuel de leurs rapports et à rechercher les voies d'une entente, voire d'une coopération internationale. De son côté, l'URSS a été contrainte de céder à l'évidence que les formes de sociétés vers lesquelles va le monde seront déterminées par les mutations technologiques successives que nous connaissons et l'importance de plus en plus grande de la puissance économique. Or un tel état de fait est incompatible avec le centralisme démocratique du communisme qui sclé-

rose la fertilité des esprits et des initiatives individuelles sous la dictature étatique et l'inertie bureaucratique. Le pragmatisme naturel des usagers du matérialisme dialectique leur a donc imposé de changer de politique, quand bien même les assises sociologiques sembleraient actuellement faire défaut au succès de leur entreprise.

Nous entrons donc dans une nouvelle phase de coexistence pacifique élargie et infiniment plus troublante que la précédente. Car rien ne permet actuellement d'affirmer que l'une et l'autre de ces grandes puissances aient abandonné leurs objectifs de stratégie générale. L'URSS tente de passer d'un moyen d'action principal à un autre, de l'idéologie à l'économie, mais, d'une part elle n'a jamais infirmé sa volonté hégémonique et, d'autre part, la poursuite de la montée en puissance de ses forces armées n'est pas faite pour rassurer sur la nature de ses intentions. Rien ne permet de penser qu'un de ses objectifs prioritaires ait cessé d'être le contrôle de l'espace stratégique européen, qui passe par le découplage Europe - USA. Elle est à ce titre opposée à la formation d'une union européenne. Pour ce qui les concerne, les USA n'ont en rien renoncé à maintenir leur suprématie économique mondiale, et il convient de ne pas perdre de vue leur hostilité à tout fédéralisme européen qui renforcerait la concurrence de notre vieux monde. En outre, l'irrésistible accession des gigantesques masses humai-

nes d'Asie à la puissance économique et technologique constitue l'événement qui bouleverse le jeu des rapports de forces entre grandes puissances et entraîne de nouveaux risques sur la scène internationale. Nul ne peut actuellement en prévoir le développement, mais il est très vraisemblable que la crainte commune de ce redoutable concurrent n'ait favorisé le rapprochement entre les deux grands adversaires d'hier. Enfin, il n'est plus possible de classer, parmi les dossiers en attente, les tensions provenant d'un Tiers Monde, en état de survie précaire, dont les hautes pressions démographiques ne cessent de croître, tandis que les échos et les images répandues à profusion des gaspillages des sociétés de consommation l'incitent de plus en plus à affirmer ses droits à un partage plus équitable des richesses et des biens, avec le seul moyen d'action dont il dispose : le terrorisme.

C'est de ce contexte mondial, mouvant et inquiétant, que proviennent les risques qui pèsent sur le destin de nos vieilles nations d'Europe. L'appréciation des mesures de défense militaire qu'ils imposent découle de l'évocation de leur état actuel et de leur développement possible.

L'Europe se trouve actuellement confrontée à la nécessité d'assurer pleinement sa responsabilité propre de défense. En effet, les Etats-Unis, qui l'assumaient jusqu'alors pour une bonne part, estiment que le tiers de leur budget de défense, soit 100 millions de dollars, consacré à leur

présence en Europe, constitue un effort excessif. Le départ de leurs forces n'est pas encore décidé, mais cette éventualité est désormais envisagée. Cependant, les accords de réduction des arsenaux nucléaires, dont les deux Grands débattent en tête à tête, concerneront tôt ou tard les moyens européens de dissuasion. Certes, la nature et le volume des moyens permettant d'effectuer des dévastations massives suffisantes pour être dissuasives peuvent être discutés, mais d'abord par les intéressés, c'est-à-dire par les Européens eux-mêmes, et ce problème présente à lui seul des difficultés considérables.

Mais, de surcroît, un point capital doit retenir l'attention : l'Europe ne peut pas perdre la liberté de détention et de contrôle de ses moyens nucléaires de très courte portée : les armes nucléaires tactiques. Dans la chaîne des moyens nécessaires pour que la dissuasion soit effective, l'efficacité potentielle d'armes utilisables sur le champ de bataille constitue en effet le maillon qui assure la crédibilité d'une menace de riposte nucléaire en cas d'agression. A ce titre, l'efficacité a priori de la dissuasion repose aussi sur lui. S'il venait à disparaître se trouverait matérialisé le succès du vieux plan Rapacki de dénucléarisation de l'Europe, inlassablement proposé sous des formes sans cesse renouvelées par l'Union Soviétique. Il est évident qu'elle vise ainsi à retrouver une liberté d'action militaire stérilisée par l'atome. Et comment imaginer que la

volonté de recouvrer l'avantage que procure un rapport de forces classiques écrasant puisse avoir un autre but que de l'utiliser. La menace latente de pressions ou d'agressions militaires plane donc actuellement sur l'Europe.

Il faut alors prendre en considération le danger que représentent les difficultés de constitution de l'Union européenne, car le maintien de la mosaïque de nos vieilles Nations, dont la puissance peut encore aujourd'hui faire illusion, équivaldrait à une condamnation à la dégénérescence. Certes, l'activité de la Commission de Bruxelles et la prise de décision majeures, tel l'Acte Unique, sont des gages sérieux de cohésion. Mais une réalité moins positive s'impose à l'observation, qui recèle à terme des risques graves pour le destin de toutes les Nations d'Europe et contre lesquels il convient de se prémunir dès à présent.

Trois hauts risques s'imposent : l'accentuation du découplage USA-Europe, le développement de l'entente USA-URSS notamment par un accord de liberté d'action dans des zones préférentielles, la balkanisation de l'Europe.

La poursuite du découplage USA-Europe va imposer à nos Nations d'accentuer leur effort budgétaire de défense, au détriment de leurs investissements économiques productifs. Les Etats-Unis y trouvent ainsi le double avantage d'améliorer leur propre équilibre budgétaire, tout en hypothéquant l'efficacité de la concurrence

économique européenne. Mais, en outre, la nécessité de reconsidérer l'importance de leur effort de défense peut agir comme un facteur d'inertie dans l'harmonisation des relations entre les pays d'Europe, non seulement en raison des problèmes que posera la répartition des charges respectives, mais surtout en ce que l'éloignement de la protection américaine, notamment dans le domaine nucléaire, accentuera les réticences de la RFA à s'intégrer en partenaire politiquement minoritaire parmi des pairs détenteurs d'une puissance qui lui est toujours interdite. Il apparaît donc que la stratégie économique américaine trouve intérêt à alléger son assistance de défense à l'Europe en ce qu'elle entrave la formation de la cohésion européenne et alourdit ses conditions de concurrence. Il en est de même de la stratégie géopolitique russe qui non seulement voit se rapprocher la réalisation d'un de ses objectifs prioritaires, le découplage Europe-USA, mais ne peut que se satisfaire d'attirer vers elle la RFA en la désolidarisant des autres Nations d'Europe. Il y a en ce domaine convergence objective des intérêts stratégiques russes et américains.

Les bases d'une conception de défense militaire commune à l'ensemble de l'Europe occidentale, se révèlent donc actuellement très fragiles et la République fédérale d'Allemagne apparaît être au cœur des problèmes qui se posent. Il semble qu'actuellement seule une initiative de la part des

puissances nucléaires de notre vieux monde, et notamment de la France, puisse être en mesure de conserver la RFA dans l'orbite de défense européenne. Si la voie nucléaire s'avère périlleuse, par contre un pacte de stratégie technologique liant entre eux les pays européens pourrait être envisageable. La recherche spatiale semble être une voie privilégiée. Porte ouverte sur l'avenir, exigeant des investissements dont l'ampleur n'est pas à la mesure d'une seule de nos Nations, elle offre l'avantage de concerner les très hautes technologies et d'offrir des possibilités de retombées civiles permettant d'escompter l'amortissement des engagements financiers. En outre, appliqués aux armements classiques, les progrès technologiques réalisables semblent pouvoir actuellement offrir la possibilité de compenser la supériorité quantitative du rapport de forces par l'amélioration qualitative des moyens mis en œuvre. Les USA envisagent déjà la possibilité d'un tel «challenge» à l'égard de l'Union Soviétique, dans le cadre d'une «Stratégie compétitive» confiant à des arsenaux d'armes intelligentes le soin de remplacer les armées de masse. De telles perspectives peuvent constituer les bases sérieuses d'une sécurité commune proprement européenne. Elles offrent la possibilité de disposer, en complément de la dissuasion, de capacités militaires conventionnelles susceptibles d'équilibrer l'écrasante supériorité des forces armées russes. Il est certain que toute nation qui se

tiendrait à l'écart de cet effort devrait accepter les risques de sa vulnérabilité.

Le rapprochement entrepris par l'Union soviétique et les Etats-Unis correspond, pour une bonne part, au besoin commun de faire face au danger majeur que représente la montée en puissance de l'Univers jaune. Il semble donc dans l'ordre naturel des choses que l'un et l'autre cherchent à se ménager la plus large marge de liberté d'action en éliminant ou neutralisant les autres risques qui peuvent hypothéquer leurs possibilités face à l'adversaire principal. Il ne peut donc être exclu que Russes et Américains, renouvelant un partage de type Yalta ou Tordesillas, ne définissent des zones d'influence au sein desquelles chacun d'entre eux serait libre d'agir sans que l'autre n'intervienne. Les plus évidentes seraient l'Amérique Latine pour ce qui concerne les USA, au sein de laquelle l'URSS cesserait d'entretenir des foyers d'agitation, et l'Europe pour l'Union soviétique, qui cesserait d'être placée sous la protection américaine.

L'importance des risques qu'inclurait une telle situation pour nos nations européennes exige qu'ils soient pris dès maintenant en considération. Une des premières conséquences qui en découlerait serait vraisemblablement la dissolution des pactes de défense, Varsovie et OTAN, devenus inutiles. Des voix se sont déjà élevées pour le suggérer, telle celle de l'amiral Elmar Schmaehling, chargé des Etudes de la Bundeswehr, qui, dans un

article d'une revue allemande à grand tirage, affirmait récemment que la stratégie nucléaire de défense et la dépendance à l'égard des Etats-Unis étaient contraires à l'intérêt des deux Allemagnes, que la sécurité de l'Europe dépendait de l'entente avec l'Union Soviétique et qu'il était opportun de supprimer les deux alliances de défense. La consistance politique de ces idées a été soulignée par le fait qu'elles n'ont donné lieu à aucun démenti, ni du ministre de tutelle de l'intéressé ni du gouvernement de la RFA.

Confrontées à une telle situation, l'URSS libre d'agir en Europe, la RFA cherchant sa sécurité et une hypothétique réunification dans une nouvelle entente germano-russe, la Grande-Bretagne trouvant dans son insularité et sa filiation linguistique les possibilités d'un destin anglo-saxon, les autres nations d'Europe seraient conduites à chercher les voies de leur avenir dans un regroupement orienté vers le Sud. Les nations qui y adhéreraient ne pourraient préserver leur indépendance que grâce à une capacité dissuasive. Mais il est hors de doute que la puissance militaire soviétique pèserait alors de façon inquiétante sur les relations intereuropéennes. Les risques de crises chaudes, à la limite du risque nucléaire, revêtiraient une probabilité plus élevée qu'à l'heure actuelle, et les forces classiques auraient une importance accrue pour éviter de céder aux pressions adverses.

L'espérance d'une Europe Unie serait dès lors bien compromise, et nos vieilles nations seraient entraînées vers une sorte de balkanisation les privant du contrôle de leur destin. Sous des formes difficiles à envisager aujourd'hui, elles chemineraient entre deux dangers, d'une part une dépendance de plus en plus pesante à l'égard de l'Union Soviétique, dans le cadre d'une finlandisation rénovée, et d'autre part une vassalisation économique par de puissants groupes de pression, n'ayant d'autre but que le profit financier et agissant dans le cadre de réseaux universels indépendants des relations interétatiques, mais rattachés aux puissances économiques dominantes. Il est douteux que dans un tel contexte une neutralité, fût-elle séculaire, puisse être assurée de se maintenir.

Cependant les risques associés aux problèmes internes à l'Europe et aux relations entre les deux superpuissances mondiales ne sont pas seuls à intervenir. Le décroisement du monde provoqué par la puissance contemporaine des moyens de communication a provoqué des rapprochements et des osmose de populations, de races, de cultures, de religions, de civilisations, bref, de différences sociologiques, qui ne peuvent qu'engendrer des causes nouvelles de frictions, d'envies et de besoins insatisfaits et donc de différends. Les ethnologues nous ont alertés sur le danger inhérent aux sociétés pluriculturelles.

La revendication d'un partage plus équitable des biens matériels de notre planète se manifeste non seulement par la voix des nations en situation de déficience, mais par des flux de migrations naturellement attirés par l'attrait de la richesse et qui servent de vecteurs à la manifestation des exigences de leurs pays d'origine. Ce phénomène contemporain n'est pas comparable à ceux de même nature qui se sont produits dans le passé. Il est aujourd'hui doublement amplifié, d'une part, par l'importance des masses humaines en mouvement et, d'autre part, en raison de l'amplitude croissante des différences démographiques qui voit la masse des démunis doubler en moins d'un demi-siècle, tandis que celle des nantis ne parvient pas à se maintenir. Ce problème est celui de la défense de notre civilisation contre une forme nouvelle d'annexion, dont l'exécution ne revêt pas la forme d'une agression militaire. Un tel risque pose en termes neufs les données de la défense dans le monde contemporain et appelle un ensemble de mesures relevant de la politique intérieure, économique et sociale de nos pays. En outre, une forme d'agression violente mérite une attention toute particulière en raison de l'importance qu'elle peut être appelée à prendre. Il s'agit du terrorisme.

Son usage remonte certes au début des temps. Mais, au sein de nos sociétés contemporaines, il est devenu un moyen d'action d'une efficacité redoutable, tant en raison des moyens

modernes qu'il peut mettre en œuvre que de la puissance des échos médiatiques qu'il peut susciter. De surcroît, le décloisonnement de notre monde, l'importance des masses humaines qui ne disposent que de ce moyen d'action, l'intensité des tensions revendicatrices démultipliées par les courants d'idées véhiculés par des médias hyperpuissants, l'imbrication de couches de populations aux cultures difficilement assimilables, font actuellement du terrorisme un danger latent d'explosions internes dont il importe de prévoir les éventuels ravages.

Certes, des mesures de police, de contrôle de l'immigration, un effort de formation civique doivent être envisagés. Mais, sur le plan militaire, il apparaît que le développement en surface du terrorisme, notamment s'il venait à s'attaquer aux organisations et structures de vie de nos sociétés développées: moyens de communication, de transport d'énergie, de production alimentaire et des circuits de distribution, exigerait la mise en place de dispositifs de surveillance, de contrôle et de défense qui réclameraient des effectifs et des moyens que seules des forces armées seraient en mesure de fournir. Sans aller plus avant dans l'évocation de cette menace, dont il faut être conscient de la probabilité, constatons qu'envisager la suppression des forces armées équivaldrait à refuser de se prémunir contre ses redoutables méfaits.

Enfin, un dernier aspect de l'utilité des forces armées vaut d'être rapide-

ment évoqué. Les citoyens de nos sociétés de consommation, protégés contre la plupart des agressions de la nature et de la vie sociale, bénéficient certes d'indéniables privilèges existentiels mais doivent aussi composer avec des inconvénients qui peuvent entraîner, si l'on n'y prend garde, la dégénérescence des réactions de défense, c'est-à-dire la perte du système immunitaire de nos sociétés.

En effet, s'il est agréable de bénéficier des avantages matériels que nous connaissons, l'accoutumance à nos habitudes de bien-être, à notre aisance de vie, secrète, outre une insatisfaction permanente engendrée par la facilité avec laquelle nos besoins sont satisfaits, des toxines de repli sur nous-mêmes et d'égoïsme, qui affectent le comportement habituel des citoyens de nos sociétés développées. Le culte du confort individuel, la religion du «*myself*», la négligence d'autrui en dehors de manifestations de libéralité n'entraînant souvent aucun manque personnel et qui relèvent davantage d'une recherche de confort intellectuel que d'un élan de générosité, le rejet de toute obligation et de la notion même de devoir, la perte du sens de la collectivité, le refus d'adhérer au «*système*» social tout en en profitant abondamment, sont des états de fait courants dans nos sociétés de consommation, notamment parmi la jeunesse. Dès lors, l'esprit de défense, cette base indispensable à l'existence même d'une résistance, cet altruisme qui peut exiger l'acceptation

du sacrifice au profit de la société, est mis en péril. La faiblesse de l'attention portée par l'opinion publique aux problèmes de défense, la désuétude dans laquelle sont tombés des mots symboliques, tel celui de «*Patrie*», témoignent de cet état d'esprit.

Dans un monde qui recèle des dangers nouveaux, des formes de menaces différentes de celles du passé, et qui, à ce titre, sont mal perçues ou ignorées, il serait dangereux de négliger les moyens de préserver et d'entretenir l'esprit de défense. Les Forces Armées sont un de ceux-là, en ce sens que toute leur action, leur raison d'être, relève d'une éthique de disponibilité au service de la nation et de culte de l'effort. Le passage de l'ensemble des citoyens au sein des forces armées implique la nécessité d'un don gratuit au profit de la collectivité, le paiement d'un impôt de fatigue et de sueur, d'efforts physiques, qui apparaissent un palliatif nécessaire aux tendances égoïstes et laxistes de nos sociétés de consommation. Et la Confédération helvétique, qui a su mettre au point une remarquable armée de milice, aurait bien tort de se priver de la garantie qu'elle apporte au maintien de l'esprit de défense de ses citoyens.

L'observation objective de l'histoire nous montre que les relations entre groupes humains ont toujours été régies par des rapports de forces. Les sentiments généreux ne valent qu'entre individus, seule la loi de l'intérêt règle les relations internationales. Il serait redoutable de ne pas vouloir le

reconnaître. Le tour d'horizon des grandes tendances stratégiques qui vient d'être fait peut paraître brosser un trop sombre tableau des perspectives d'avenir de notre monde. Mais son but était de discerner des menaces plausibles et non pas les événements heureux qui peuvent survenir. La réflexion sur la défense ne peut avoir pour but d'être euphorisante, ce qui n'interdit ni l'optimisme ni l'espérance.

Il apparaît qu'un des risques dominants que nous devons être capables d'affronter provient de l'importance grandissante de la puissance économique. Elle semble devoir régler la vie du monde. Toutefois, à côté d'avantages évidents, elle recèle des dangers redoutables. Il est en effet de plus en plus apparent que la croissance exponentielle et incontrôlée de la puissance économique, l'hypertrophie de la recherche du profit, peuvent conduire nos sociétés développées à l'autodestruction de leur civilisation. Mais, pour l'heure, il est certain qu'une nation, ou un groupe de nations, qui entend maîtriser son destin en se plaçant en situation favorable de concurrence face à ses adversaires économiques, doit chercher à développer ce type de puissance. Et peut-être est-ce la raison du projet fait par des citoyens de la Confédération helvétique de renoncer à la puissance militaire? Cette rapide étude s'est efforcée de montrer le danger d'un tel point de vue.

La dominante dissuasive de la défense militaire réclame, à côté de moyens de destructions massives, l'existence de puissantes forces armées classiques. Il s'agit d'une nécessité, tant pour assurer la crédibilité de la dissuasion que pour faire face aux manœuvres d'intimidation ou de mise à l'épreuve dont elle peut être l'objet. D'autre part, dans le cadre d'une stratégie d'action indirecte, au large des sanctuaires protégés par l'atome, la mise en œuvre d'une diplomatie violente ne peut être exclue. La force est toujours un moyen d'expression de la volonté humaine.

Notre époque recèle en outre des dangers plus pervers, qui concernent en particulier les nations de notre vieille Europe. Le bouleversement des alliances, l'entente russo-américaine face à l'énorme péril jaune, l'abandon d'une Europe désunie face aux ambitions de satellisation d'une Union Soviétique disposant d'un écrasant rapport favorable de forces armées, sont des éventualités redoutables. Certes, nous avons encore l'espérance du regroupement de nos vieux pays autour de grands projets d'avenir, tels ceux concernant la haute technologie, qui pourraient permettre notamment de bénéficier de la sécurité procurée par des armes intelligentes, compensant par leur qualité la supériorité de forces armées plus nombreuses. Mais cette éventualité réclame un important effort de défense militaire.

Plane enfin le risque de déferlement d'un Tiers Monde nécessairement, écri-

sant de sa masse démographique en croissance galopante et décidé à imposer aux puissances établies l'épreuve du terrorisme pour forcer un destin contraire. Là encore, l'assurance de notre liberté et de notre sécurité réclame la possession de la force des armes.

Certes, l'économie apparaît actuellement prépondérante, mais elle ne peut tenir lieu de mode de civilisation ni suffire à une société pour maîtriser

son destin. La nature humaine n'a pas changé. La volonté de puissance et la loi de la force prévalent toujours. L'avenir apparaît chargé de menaces. La véritable question qui pourrait être posée aux citoyens de la Confédération helvétique n'est pas de savoir s'ils estiment possible de faire des économies sur leurs forces armées, mais s'ils pensent souhaitable d'économiser sur leur assurance de liberté.

P. A. de F.

DermaPlast.
3 raisons d'y (panser):
Dermophile.
Avec désinfectant.
N'adhère pas à la plaie.
**Seulement en pharmacies
et drogueries.**

